

Inter-Environnement Wallonie soutient l'initiative citoyenne et la démocratie participative

L'annulation de la consultation populaire, organisée par les habitants, relative au projet de centre commercial développé par Foruminvest sous prétexte d'illégalité de la question proposée est aujourd'hui contestée devant la justice par les citoyens verviétois porteurs de l'initiative soutenue par plus de 7000 signataires. Il importe de remettre cette décision en perspective. L'annulation de la consultation populaire à l'initiative des habitants s'inscrit en effet dans la suite d'une longue série de dénis de la parole citoyenne par le pouvoir en place à Verviers. C'est la goutte qui fait déborder le vase...

Depuis l'annonce du projet de Foruminvest, des citoyens tentent d'exprimer leur désapprobation de l'implantation d'un centre commercial sur la Vesdre. Toutefois, dans chacune de leurs tentatives de susciter un débat autour de ce projet, Vesdre Avenir et les citoyens verviétois se sont heurtés à un refus de dialogue. Le Bourgmestre campe en effet sur sa position favorable au projet et cherche à empêcher toute expression de la population à ce sujet, adoptant d'ailleurs pour ce faire des comportements parfois à la limite (voire au-delà) de l'élémentaire respect des personnes mais aussi de la légalité. Des abus ont régulièrement été dénoncés par les citoyens réduits au silence et relayés par les médias.

Dans ce contexte, on ne peut s'empêcher d'interpréter l'annulation de cette consultation populaire comme une nouvelle tentative d'interdire la libre expression autour de ce projet. A cause de ce mépris de la parole citoyenne, les positions se sont radicalisées et le climat à Verviers est aujourd'hui explosif. Si bien que les citoyens se mobilisent désormais autant contre le projet de centre commercial que pour la liberté d'expression et le respect des valeurs démocratiques.

Inter-Environnement Wallonie, qui a décerné en juin 2007 son prix des associations à Vesdre Avenir, s'associe aujourd'hui à son association-membre pour dénoncer ces abus.

L'intelligence collective

En refusant tout dialogue autour de ce projet, les édiles verviétois se privent des incontestables apports de l'intelligence collective. Combien de projets catastrophiques, notamment sur le plan environnemental, ont pu être évités grâce à la vigilance et l'action éclairée d'associations et de citoyens ? Tout le monde se félicite aujourd'hui de l'abandon de grands projets d'autoroutes urbaines, par exemple. Qui mieux que le citoyen est à même en effet de comprendre l'espace urbain tel qu'il est vécu au quotidien, de percevoir la manière dont les liens sociaux s'ancrent dans le territoire et de juger ce qui fonde son identité ? L'implication du citoyen dans le débat permet une meilleure adéquation du projet aux besoins et aspirations de la population et dès lors une meilleure appropriation. Cette appropriation garantit sa bonne intégration dans le contexte local et sa durabilité.

Il faut noter que l'action des associations et des citoyens ne se limite pas à « lutter contre des projets » mais est aussi souvent porteuse de projets très positifs. Verviers a plus d'une fois tiré parti de cette intelligence collective en sauvant la grand'poste par exemple ou en renonçant au projet de viaduc sur la Vesdre dans les années '70. Pourquoi s'en priver aujourd'hui ? D'autant plus que l'analyse citoyenne est partagée par de nombreux experts extérieurs à la commune...

Une énergie gaspillée

Dans le même ordre d'idée, on entend souvent déplorer le manque d'investissement du citoyen dans la chose publique et critiquer son désintérêt pour le cadre de vie... Or, ici, des citoyens verviétois s'investissent corps et âmes pour promouvoir une vision et un projet pour leur territoire. Si ces citoyens actifs étaient considérés comme des partenaires, le temps, l'énergie, la créativité qu'ils consacrent à leur cause pourraient être mis directement à profit pour améliorer la qualité des choix opérés et l'adéquation de ceux-ci avec les désirs et besoins de la collectivité. La situation actuelle débouche donc sur un terrible gaspillage d'énergie.

Un bon équilibre entre démocratie participative et démocratie représentative

Il faut encore noter que la participation des citoyens rattache les élus à leur base et légitimise leurs décisions. Claude Desama affirme à qui veut l'entendre que sa réélection aux communales de 2006 prouve l'adhésion de la population au projet porté par Foruminvest... Considérerait-il dès lors son mandat comme un chèque en blanc ? Le pouvoir en place doit prendre régulièrement le pouls de la population pour fonder ses choix et vérifier ainsi, entre les échéances électorales, l'adéquation de la politique qu'il mène à la sensibilité, aux besoins et aux désirs du public qui l'a élu. Sans cela, les citoyens ont l'impression de n'avoir aucune prise sur les choix politiques qui les concernent directement. Entre démocratie représentative et démocratie participative doit subsister un équilibre. La démocratie ne peut s'exercer dans le mépris ou l'ignorance du citoyen.

En conclusion, le recours des habitants pour faire reconnaître la validité de la consultation populaire à l'initiative des habitants nous semble extrêmement important. Sans attendre les résultats de ce recours nous disons qu'il faut que l'autorité communale accepte le dialogue et qu'elle mette en place les éléments pour le promouvoir. Car finalement, si Claude Desama est persuadé que la grande majorité des Verviétois se sont prononcés en faveur du projet en le réalisant, que craint-il donc tant ?

Inter-Environnement Wallonie